

Pour la première fois, aucun membre du groupe soviétique n'a été élu à la présidence d'une quelconque des six grandes commissions.

Des représentants de l'URSS et de la Pologne ont cependant été élus vice-présidents. Les six grandes commissions sont composées de représentants de tous les Etats Membres des Nations Unies.

POSITION DES ETATS-UNIS

Au cours du débat d'ouverture de l'Assemblée générale, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Marshall, a déclaré que son pays "ne transigerait pas sur les principes essentiels" et "ne donnerait pas en troc les droits et libertés d'autres peuples". Il n'existe au sein des Nations Unies, a-t-il dit, aucune conspiration visant à tenir en minorité une nation quelconque ou un groupe quelconque de nations. Celles qui sont en minorité le sont parce qu'elles le veulent bien. "Tout gouvernement, a-t-il ajouté, qui se retranche délibérément du reste de l'univers devient incapable de comprendre les problèmes et les attitudes des autres gouvernements et des autres peuples. Ce serait une tragique erreur que de se méprendre sur la patience des autres et y voir de la faiblesse."

PROPOSITION DE L'URSS

M. Andrei Vishinsky (URSS) a prétendu que les Etats-Unis, non seulement se préparaient intensivement à la prise de mesures agressives contre l'Union soviétique et les démocraties nouvelles, mais aidaient un certain nombre de pays de l'Europe occidentale à se préparer en vue de la guerre, en leur fournissant des armements américains.

M. Vishinsky a présenté une résolution portant que:

1. L'Assemblée générale des Nations Unies devrait inviter les cinq grandes puissances à réduire du tiers, d'ici un an, leurs forces armées, ce qui marquerait un premier pas dans la voie du désarmement.

2. L'Assemblée générale devrait recommander l'interdiction des armes atomiques, armes d'agression et non de défense.

3. L'Assemblée générale devrait recommander l'établissement, dans le cadre du Conseil de sécurité, d'un organisme international de contrôle chargé de surveiller et d'assurer la mise en oeuvre des mesures propres à réduire les armements et les forces armées et à prohiber les armes atomiques.

M. BEVIN ET LA RUSSIE

M. Ernest Bevin, ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, parlant de l'Union soviétique, a déclaré: "Si la sombre furie, l'incalculable désastre de la guerre atomique s'abat sur nous, c'est une seule des puissances qui, pour avoir refusé de coopérer au contrôle et à l'utilisation de ces grandes et nouvelles forces mises au service de l'homme, portera toute la responsabilité des malheurs qui frapperont les nations".